



## **POUR QUI, POUR QUOI PRODUIRE TOUJOURS PLUS D'ÉLECTRICITÉ ?**

### **La France produit-elle assez d'électricité ?**

Lorsqu'on voit la ruée des industriels du photovoltaïque sur les terres, naturelles, agricoles et forestières, on se pose la question des besoins énergétiques de la France.

**En réalité, la consommation d'électricité a fortement baissé en France depuis 2018 alors que les capacités de production n'ont cessé d'augmenter selon RTE, le réseau de transport de distribution.** La consommation des nouveaux usages de la mobilité électrique et des centres de données n'a pas compensé les économies générées par l'efficacité énergétique, et la sobriété... Ainsi, la programmation pluriannuelle de l'énergie a annoncé le 9 décembre 2025 une réduction massive de ses prévisions de consommation en 2035 de 650 TWh à 505 TWh.

Déjà en septembre 2024, Luc Rémont, PDG d'EDF affirmait « La France n'a pas besoin d'installer un kW » supplémentaire avant 2045.

**Notre pays affiche une surproduction structurelle de 20 % d'électricité au-delà des besoins.** Ce qui a fait décrocher le prix de l'électricité en entraînant de plus en plus de prix négatifs qui devraient imposer l'arrêt des investissements de production électrique.

## Qu'est ce que c'est que les prix négatifs ?

En fait, les pics de production des énergies intermittentes (comme le solaire en milieu de journée, surtout au printemps et à l'automne) font chuter les prix sur les marchés de gros pendant ces périodes de surproduction au point de parfois devenir négatifs.

Ces prix négatifs engendrent un coût budgétaire important pour l'État. Pour les éviter les prix négatifs, la CRE (Commission de Régulation de l'Énergie) a mis en place des primes qui encouragent et indemnisent les producteurs pour ne pas produire. Ce qui explique que le coût de l'électricité a été multiplié par 3 en 15 ans ([Chiffres clés de l'énergie - Édition 2025 | Données et études statistiques](#)).

## Des aides publiques pour soutenir les ENR

De plus, le fonctionnement intermittent des ENR fragilise le réseau et met à mal les autres systèmes de production par une modulation excessive. **Donc aujourd'hui, la France se retrouve avec un système électrique surdimensionné, instable et ruineux.** En fait, les réseaux électriques locaux sont saturés et les ménages accusent une **hausse continue des factures** pour financer un système inefficace.

Quand EDF était nationalisé, l'État régulait. Mais depuis la libéralisation du marché de l'énergie et l'ouverture à la concurrence, **l'État s'est privé de tout moyen pour piloter le développement des énergies renouvelables, il s'en remet au marché.**

Derrière la promesse d'une transition verte, d'une décarbonation certes nécessaire car il faut revoir à la baisse notre dépendance aux énergies fossiles, se cachent des dépenses publiques injustifiées pour le soutien des acteurs privés de l'industrie du renouvelable.

Dans un rapport la cour des comptes pointe des aides publiques de 26,3 milliards d'euros pour le développement des énergies renouvelables entre 2016 et 2024, indépendamment du soutien de l'État à travers les contrats d'obligation d'achat. Dans ce cadre, les tarifs moyens d'achat sur cette période ont été nettement plus élevés que les prix constatés sur les marchés de gros de l'électricité et du gaz, avec une hausse de 27 %. Ils ont permis aux industriels du renouvelable de dégager des taux de profits exorbitants.

Un document édité par l'ONU critique l'usage du coût actualisé de l'électricité (LCOE) qui mesure uniquement le coût de production d'une installation prise isolément sans intégrer les coûts indispensables au fonctionnement du système électrique tels que l'équilibrage, la flexibilité, le renforcement des réseaux ou les services de stabilité, les coûts liés aux

événements climatiques extrêmes (exemple de la centrale agrivoltaïque de Sun'agri à Llupia dans les Pyrénées-Orientales détruite par la tempête Nils en février 2026); une électricité peu coûteuse à produire peut, une fois l'ensemble de ces coûts pris en compte, revenir jusqu'à 2 fois et demi plus cher pour les consommateurs et l'industrie.

## La transition énergétique est-elle un mythe ou une réalité ?

RTE demande à l'état de mettre en place des dispositifs pour accélérer l'électrification des usages (généralisation de la voiture électrique, sites industriels, multiplication des datacenters...) pour absorber la surproduction tout en baissant les émissions de CO2.

Mais cela ne peut se faire sans travaux de grande ampleurs sur les infrastructures du réseau de transport de l'électricité, le renforcement des lignes HT, la création ou l'agrandissement de postes sources pour raccorder les parcs PV et des parcs de batteries de stockage de l'électricité. Sans compter que nous sommes impactés par le développement effréné des interconnexions, soutenu par la Commission européenne, qui permettent aux pays excédentaires d'exporter leur production photovoltaïque en transitant par la France. Le réseau Français est ainsi exposé à des « importations massives d'intermittence ». A la clé de ces importations: une **déstabilisation économique et technique majeure du système électrique français.**

A noter au passage qu'en cas de surtension, pour ne pas arriver au black-out géant comme ce qui s'est passé en Espagne et au Portugal, le rôle des centrales hydrauliques est déterminant pour réguler le système et pallier à la fluctuation du réseau.

Et l'électrification des usages ne se fera pas sans conséquence: **l'extractivisme** (avec ses impacts sur l'environnement, les droits humains, les équilibres géopolitiques...), **une société toujours plus numérisée** et le développement incontrôlé de l'IA (qui réduit nos capacités cognitives, nuit à notre pensée, menace notre liberté...), **l'accaparement des terres naturelles** par les multinationales de l'énergie (portant atteinte à la biodiversité, aux paysages et à la souveraineté alimentaire)...

L'historien des techniques, Jean-Baptiste Fressoz, dans un de ses ouvrages, montrent que **l'histoire de l'énergie n'est pas celle de transitions mais celle d'addition de sources d'énergie** et que les énergies sont reliées entre elles et interdépendantes. A titre d'exemple, au Qatar, Total se sert d'électricité pour extraire du gaz. Au lieu d'assister à la substitution du nucléaire par les ENR, nous avons vu s'installer le "en plus du nucléaire".

## Alors pourquoi continuer à produire toujours plus d'électricité ?

Cette situation montre bien que le développement des ENR n'a pas été pensé uniquement comme un moyen de décarboner les usages de l'énergie mais que des intérêts financiers privés ont pesé sur les choix de la politique énergétique en France.

Dans une excellente *émission sur France Culture le 29/09/2025 intitulée « Electricité partout, sobriété nulle part »*, on apprend que le data center de la Courneuve, le plus grand campus de France, possède un parc connecté pour 130 MW, l'équivalent de la consommation d'une ville de la taille de Perpignan. Comme celui de Marseille, il est géré par l'entreprise américaine Digital Reality qui a réalisé 29 % de croissance en 2025 en surfant sur l'IA. Sa capitalisation boursière équivaut à 3 fois celle d'Orange. **Et les data centers se tournent principalement vers les énergies renouvelables pour minimiser leur empreinte carbone.**

Ainsi, tous les efforts faits par les Français.e.s sont mis à mal par l'explosion numérique due notamment à l'IA et les data centers sont en train de pomper toute l'électricité renouvelable. Or, savez-vous qu'un tiers des données stockées dans un data center sert à la pornographie, tandis qu'un autre tiers est destiné à la publicité et au marketing ?

Quand on parle de transition énergétique, on nous fait croire que d'ici 30 ans, on aura réglé le problème mais des secteurs entiers sont très difficiles à décarboner : l'aviation, le commerce maritime, la production d'acier, le plastique, une bonne partie de l'agriculture, la production de ciment.

## Vers une sobriété désirable

Et pourtant face aux limites planétaires et au changement climatique ne faudrait-il pas revoir nos modèles de production et de consommation ? Jean Baptiste Fressoz, que j'ai déjà cité, dissocie les problèmes d'épuisement des ressources et ceux du climat. Il dit que dans le premier cas il s'agit d'un manque et alors que dans celui du climat il s'agit d'un trop plein. Je le cite: *“La crise climatique est une tragédie de l'abondance”*. C'est pourquoi **la sobriété représente un levier essentiel pour répondre à la crise climatique et environnementale.** Cependant, elle est toujours reléguée au dernier plan dans les stratégies de décarbonation.

On doit se poser les bonnes questions : doit-on fabriquer un SUV électrique de 2 tonnes d'acier ou développer le transport ferroviaire ? Quelle est la priorité : faire tourner un hôpital ou les data centers qui accompagnent l'IA au service de la course à la productivité et au profit et soutiennent le commerce de la pornographie ?

En visant à réduire notre consommation d'énergie et de biens matériels par un changement en profondeur de nos comportements et de nos modes de vie individuels et collectifs, la sobriété remet en question les normes sociales qui structurent nos habitudes de consommation. Une réforme s'impose pour sortir du techno-solutionnisme et choisir une décroissance non subie mais volontaire, organisée par des politiques publiques.

La sobriété n'a rien de punitif. Au contraire, elle présente de nombreux co-bénéfices. **Elle induit le partage des ressources et va de pair avec la solidarité et le bien-être partagé.** Elle ouvre sur la perspective d'un modèle de société parfaitement désirable !

Par Caroline Erhardt, le 18.04.2026